



## Une politique de gauche et féministe pour lutter contre le backlash de la droite conservatrice

**Le 5 novembre 2024, Donald Trump a été réélu président des États-Unis. Non seulement cette décision aura de graves conséquences sur l'économie mondiale et la politique étrangère, mais elle constitue également une attaque directe contre les femmes, les personnes queer, les personnes non blanches et les autres personnes victimes de discrimination. Le PS Suisse fait sienne l'idée qu'une politique économique de gauche devrait toujours aller de pair avec la lutte contre le sexisme, la queerophobie, le racisme et toutes les autres formes de discrimination.**

Si l'on considère les événements politiques en adoptant une perspective mondiale, on voit que la réélection de Donald Trump à la Présidence des États-Unis n'est pas un cas isolé. En 2024, le glissement vers la droite s'est une fois de plus clairement fait sentir en Europe : les élections européennes ont été marquées par une nette victoire de la droite conservatrice, l'AfD a fortement progressé lors des élections régionales en Saxe et en Thuringe et le FPÖ est sorti grand vainqueur des élections nationales en Autriche.

On observe un backlash conservateur de droite dans le monde entier, et les droits des femmes et des personnes queer sont attaqués dans une mesure particulière : dans les États républicains des États-Unis, l'accès à l'avortement a été fortement limité, ce qui oblige souvent les femmes enceintes dont la grossesse n'est pas désirée à parcourir de longues distances vers d'autres États pour avoir accès à des soins de santé appropriés. En Iran, les femmes subissent une répression extrême lorsqu'elles ne respectent pas les codes vestimentaires. Désormais, elles doivent même être traitées dans des hôpitaux psychiatriques si elles refusent de porter le voile. En Afghanistan, les femmes sont invisibilisées par le régime des talibans : elles doivent couvrir leur corps et leur visage en tout temps, ne doivent pas regarder les hommes qu'elles ne connaissent pas, et leur voix ne doit pas être entendue en public. En Italie, grâce à une nouvelle loi du gouvernement Meloni, les personnes du mouvement « pro-vie » (anti-avortement) peuvent désormais importuner et intimider les femmes enceintes dont la grossesse n'est pas désirée directement devant les cliniques.

En Suisse aussi, le backlash de la droite conservatrice est palpable. Depuis le virage à droite du Parlement lors des élections de 2023, il est devenu quasi impossible de trouver des majorités pour des projets importants. Notre Parlement à majorité bourgeoise dépense des milliards pour l'armée et, a contrario, abandonne à leur sort (par exemple) les victimes de violences sexuelles et domestiques en refusant d'allouer suffisamment d'argent à la protection et à la prévention.

Même au sein de la gauche, certaines voix estiment que les préoccupations des femmes ou des minorités ne doivent actuellement pas être prioritaires, mais qu'il faut avant tout mener une politique économique de gauche. Or, cette séparation n'est pas seulement artificielle : elle constitue aussi, historiquement et théoriquement, une erreur. L'exploitation capitaliste touche avec une dureté particulière les femmes, les personnes queer, les personnes sans passeport suisse et les personnes en situation de handicap, car elles doivent souvent occuper des emplois précaires, travailler dans des secteurs moins bien rémunérés ou se débattre contre des conditions de vie incertaines. La structure patriarcale et raciste du capitalisme a pour conséquence que l'exploitation économique et la discrimination sociale vont de pair.

La lutte pour la justice économique est incomplète sans perspectives féministes et antiracistes, et elle échouera si elle ignore les mécanismes d'oppression spécifiques qui touchent davantage certains groupes. Nous devons donc rendre la lutte pour des salaires équitables, de meilleures conditions de travail, un travail de *care* reconnu et la sécurité sociale indissociable de la lutte contre les structures patriarcales et racistes.

Dans la lutte contre le backlash de la droite conservatrice, le PS Suisse estime qu'il est de son devoir de relier les différents combats de la gauche entre eux plutôt que de les opposer, car seul l'établissement d'un lien clair entre nos combats permettra de faire advenir une société plus juste pour tou-tes et de porter cette politique auprès de la population dans son ensemble. Dans ce contexte, le PS Suisse fait siens les énoncés suivants :

- On observe un backlash conservateur de droite dans le monde entier. Nous devons agir maintenant pour défendre les acquis de la gauche de ces dernières décennies !
- La politique de gauche comprend le féminisme, l'antiracisme et la lutte contre d'autres formes de discrimination, tout comme la politique économique de gauche. Ces thèmes ne s'excluent pas mutuellement : au contraire, ils se complètent !
- Le PS doit rester fidèle à la diversité de ses thèmes et porter ses revendications auprès du grand public. La politique de l'égalité reste un thème central du PS.
- Pour lutter contre le backlash de la droite conservatrice, le PS Suisse doit se mettre en réseau et s'allier avec d'autres organisations de gauche, au niveau tant national qu'international.